

Le combat de la société civile organisée

La dernière table ronde de l'université d'automne de la LDH a réuni des organisations de la société civile différentes à la fois par leur histoire, leur structuration et leurs finalités. Son objectif : illustrer la façon dont ces structures prennent en charge les revendications des femmes, dans une perspective universaliste.

Gérard ASCHIERI, rédacteur en chef de *D&L*

Autour de la table il y avait un collectif d'associations et syndicats qui se réclame de la « lutte des classes » (Collectif national pour le droit des femmes-CNDF), une association féministe qui défend les femmes musulmanes (Lallab), et un syndicat étudiant (Unef)⁽¹⁾. Des exemples de la diversité du féminisme...

Fatima Bent, coprésidente de Lallab, définit son association⁽²⁾ comme une organisation féministe dont l'objectif est de faire entendre la voix des femmes musulmanes, « *qui sont au cœur de l'oppression raciste, sexiste et islamophobe* », et promouvoir une réponse à la fois politique et collective : combattre les discriminations dont elles sont victimes et opposer un autre récit au discours qui les présente comme tantôt victimes tantôt complices et qui porte atteinte à leur dignité sans qu'elles n'aient jamais droit à la parole. Lallab s'inscrit dans l'héritage d'un certain nombre de féministes musulmanes comme Asma Lamrabet, qui ont œuvré pour la cause féministe : c'est ce qui leur a permis de « *réconcilier [leur] féminisme et [leur] identité musulmane* », en élargissant l'horizon et le champ des possibles. Si les communautés ou les familles peuvent être sources d'oppression, les femmes peuvent se libérer elles-mêmes et être des « *sujets politiques agissant pour [leurs] droits et [leur] indépendance* ». A partir de cette idée Lallab a la volonté de promouvoir un paradigme de la lutte contre les discriminations où les femmes concernées sont au centre des solutions et de la construction de la société dans laquelle elles souhaitent vivre. Et cela, même si Lallab a un champ spécifique, vaut pour toutes les femmes. L'association s'efforce donc de créer une « *communauté de solidarité* », où les femmes se sou-

tiennent entre elles, mais aussi une « *communauté de soins* », face aux risques pour la santé mentale dus aux discriminations, et une « *communauté d'expression* », pour promouvoir d'autres narrations. Pour Fatima Bent, la force de Lallab c'est qu'elle réunit des femmes qui ont chacune une identité, des expériences différentes, ne vivent pas toutes les mêmes oppressions, et il s'agit de soutenir leur combat, quel qu'il soit ; « *c'est cette pluralité qui fait la richesse du collectif* ».

Les nombreux champs d'action du CNDF

L'idée de collectif est évidemment centrale au CNDF dont Anne Leclerc, militante féministe et syndicaliste à la FSU, rappelle l'histoire et les combats. Au début des années 1990, où le droit à l'IVG fait l'objet de tentatives violentes de remise en cause par des groupes religieux et d'extrême droite, se crée la Cadac⁽³⁾. Elle lance des actions pour la défense des droits de femmes et notamment une manifestation nationale, le 25 novembre 1995⁽⁴⁾, qui réunit quarante-mille personnes. C'est à la suite de celle-ci que se constitue le CNDF, qui réunit une large pluralité d'organisations. Le CNDF s'implique dans toutes les luttes pour l'égalité, contre toutes les discriminations, les violences faites aux femmes, les stéréotypes de genre et les remises en cause du droit à l'IVG et à la contraception. Il a notamment organisé des Assises pour les droits des femmes qui ont réuni plus de mille personnes et il a élaboré en 2006 une proposition de loi cadre contre les violences faites aux femmes, articulant sensibilisation et formation, protection des victimes et répression des actes violents⁽⁵⁾. Le collectif entend être une des composantes du mouvement social : agissant pour l'égalité salariale, il a également mobilisé contre le temps partiel imposé et a été à l'origine, en 1997, avec la CGT, la FSU et Solidaires, du lancement d'un stage intersyndical sur les droits des femmes qui se tient annuellement⁽⁶⁾. Et il a apporté tout son soutien aux luttes emblématiques des travailleuses comme celle des femmes de chambres des hôtels du groupe Accor. Le CNDF est engagé aussi dans le champ politique avec la lutte contre l'extrême droite et ses idées, et a organisé un colloque sur

(1) Deux autres organisations devaient participer à cette table ronde mais leurs représentantes ont été empêchées de venir par la reprise de l'épidémie de Covid.

(2) Créée en 2016.

(3) Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception.

(4) Qui coïncide avec le début du mouvement contre la réforme Juppé des retraites.

(5) Cette proposition a été à l'origine d'une loi votée en 2010.

(6) Il réunit régulièrement quatre à cinq-cents militantes et militants des trois syndicats.

DOSSIER

Luttes des femmes et mouvements féministes

Fatima Bent (ici à droite, accompagnée sur sa gauche de Patrick Baudouin, président de la LDH, et Anne Leclerc) a présenté l'association Lallab, qui a la volonté de promouvoir un paradigme de la lutte contre les discriminations où les femmes concernées sont au centre des solutions et de la construction de la société dans laquelle elles souhaitent vivre.



ce sujet en 2015. Et bien sûr la question des solidarités internationales est aussi une de ses préoccupations : il s'est activement engagé dans la Marche mondiale des femmes et soutient les luttes des femmes pour leur liberté et leurs droits, par exemple aujourd'hui en Iran ou en Afghanistan. Bref, le CNDP développe un féminisme qui l'inscrit dans des luttes pour l'émancipation.

L'Unef et le féminisme : un enjeu aussi interne

Pour Hania Hamidi, membre du Bureau national de l'Unef⁽⁷⁾, son organisation, qui a 105 ans, a pris progressivement conscience du fait que le sexisme repose sur une répartition des rôles dans la société et que le « genre assigné » crée une hiérarchie entre les hommes et les femmes, avec une exploitation de ces dernières. L'Unef a tout une histoire féministe, et les questions du sexisme et des discriminations ont pris une place importante dans ses préoccupations, avec un double entrée : les mouvements sociaux, auxquels l'Unef participe d'une part, son propre fonctionnement d'autre part. Mai 1968 a eu une grande importance pour l'Unef sur la question des droits de femmes, et ensuite elle a participé aux mobilisations pour le droit à l'IVG, ses militants ayant même assuré la protection de Gisèle Halimi, et elle continue à y participer. Et à l'interne le syndicat n'a cessé de s'interroger sur la place et le rôle des femmes en son sein : dès les années 1970 il a commencé à mettre en place des dispositifs ad hoc. Aujourd'hui l'Unef considère que le féminisme, doit, avec la lutte contre les discriminations, être une dimension essentielle de ses revendications et ses luttes : pour elle les universités doivent être ouvertes et émancipatrices, assurant aux femmes une place égale à celle des hommes : cela se traduit par des revendications précises, par exemple sur les filières « genrées ». Et peut-être plus qu'autrefois, l'accent est mis sur les combats contre les violences sexistes et sexuelles : les chiffres montrent qu'une étudiante sur dix en est victime, et le syndicat revendique des moyens mais aussi des dispositifs permettant de libérer la parole des femmes. A l'interne les responsables

ont compris que chacun était perméable à la société et pouvait donc reproduire des comportements sexistes ou discriminatoires. Aussi des formations et des ressources ont-elles été mises en place, destinées à l'ensemble des militants, et dès les années 1970 ont été instaurées des réunions non mixtes où « les femmes et assignées peuvent se réunir entre elles » afin de dénoncer les oppressions qu'elles subissent et ensuite débattre avec l'ensemble de l'organisation pour construire des solutions. Un des enjeux pour l'Unef est de faire prendre conscience des problèmes en son sein, mais aussi du caractère systémique du sexisme.

On a pu donc dans cette table ronde percevoir la diversité des approches mais aussi leur convergence, qu'Anne Leclerc a résumées à sa façon en affirmant que pour elle le féminisme est universaliste, en ce sens que ses fondamentaux sont communs aux femmes du monde entier : la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, pour le droit à l'IVG et à la contraception, pour l'autonomie des droits et l'autonomie financière, sans pour autant ignorer les degrés d'oppression différents et les exploitations particulières. A l'issue de cette table ronde Patrick Baudouin, tirant un bilan de l'ensemble de l'université d'automne, a tenu à souligner combien, grâce à l'action, les choses ont évolué dans le bon sens : malgré les tentatives de retour en arrière que nous ne saurions ignorer, c'est une raison pour continuer à agir avec confiance. ●

« Patrick Baudouin, tirant un bilan de l'ensemble de l'université d'automne, a tenu à souligner combien, grâce à l'action, les choses ont évolué dans le bon sens : malgré les tentatives de retour en arrière que nous ne saurions ignorer, c'est une raison pour continuer à agir avec confiance. »

(7) Responsable de la lutte contre le sexisme et les violences sexuelles et sexistes.